

### LES CHIFFRES DU MOIS



Le nombre de prisonniers politiques en Birmanie ne cesse de grimper : **169** activistes, étudiants, paysans et manifestants purgent leur peine et **446** attendent leur procès.

Seulement **2%** des femmes rohingyas donnent naissance à l'hôpital.

**70%** des rohingyas n'ont pas accès à l'eau potable ou à une hygiène de base.



**10%** des exportations birmanes proviennent de l'industrie du jade. 90% des ventes de jade sont destinées à la Chine. Depuis 2014, la baisse de la demande chinoise et l'intensification des conflits armés dans les zones d'exploitation du jade ont fait chuter de **60%** les ventes de jade.

### LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

1/003



**Des jeunes birmans lancent une campagne contre la haine.** Une campagne de sensibilisation symbolisée par le hashtag #myfriend a été lancée sur les réseaux sociaux dans le but de promouvoir la diversité culturelle en Birmanie et de dénoncer toutes formes de discriminations, racisme, discours de haine basés sur la religion, la couleur, le genre, l'origine ethnique etc. Les utilisateurs des réseaux sociaux ont été invités à poster des photos d'eux même avec des amis issus de différentes ethnies ou religions. Dans un pays où les tensions ethniques sont vives, cette campagne de "selfies" promouvant les amitiés multiculturelles constitue un puissant contrepoint face aux discours racistes et antimusulmans portés par certains moines bouddhistes nationalistes. Espérons que leur message d'unité et de paix soit entendu alors que le pays se prépare pour ses prochaines élections générales fin 2015.

**Le chemin vers la mise en place d'un état fédéral sera encore long.** L'armée birmane a posé son veto à l'amendement d'un article de la constitution qui prive les minorités de toute marge de manœuvre au niveau politique et renforce un pouvoir centralisé. Les députés militaires ont refusé en bloc l'amendement de la Section 261 de la Constitution qui donne le droit au Président de désigner les Ministres représentant les différentes régions et états du pays. Ces derniers ont pour mission de former les gouvernements régionaux et l'amendement de cet article de la constitution était crucial pour toutes les ethnies mais aussi pour la mise en place d'un état fédéral que les minorités demandent depuis des décennies. En refusant d'amender cet article, l'armée laisse les parlements régionaux complètement en dehors du processus de décision.

**Selon un rapport publié par un groupe d'organisations locales, les confiscations de terres ont augmenté dans le Sud-Est Birman.** Selon le rapport du Karen Human Rights Group (KHRG), les terres sont confisquées au profit de projets industriels (construction de routes, barrages et ponts), de zones d'exploitation des ressources naturelles comme l'or, ou encore pour renforcer la présence militaire dans l'État Karen. Ces confiscations de terres bouleversent les modes de subsistance des populations locales, qui ne sont plus en mesure de cultiver leurs terres. Mais la conséquence la plus grave reste le déplacement de ces populations.

**'With only our voices,  
what can we do?':**

Land confiscation and local response  
in southeast Myanmar



De nouveaux combats entre l'Armée birmane et un groupe armé ethnique karen ont fait plusieurs victimes des deux côtés du front. L'armée birmane a attaqué la Democratic Karen Benevolence Army (DKBA) parce que cette dernière aurait installé des péages illégaux le long de la nouvelle autoroute reliant l'état karen à la frontière thaïe.



Après 18 mois de négociations ponctuées par des grèves et manifestations, le gouvernement a proposé de fixer un salaire minimum à 3600 Kyats par jour (mois de 3 euros). Les employeurs, notamment ceux du secteur de l'industrie textile ont protesté contre cette mesure arguant que ce salaire minimum était trop haut pour être pérennisé, et que cela les forcerait à fermer leurs usines. Les syndicats ne veulent pas non plus céder et demandent toujours l'augmentation du salaire minimum à 4000 kyats par jour. Les ouvriers, qui pour la plupart gagnent 30 000 kyats par mois (environ 23 euros), confirment que 3600 kyats par mois ne leur permettraient pas de subvenir aux besoins d'une seule personne. Les grandes marques du textile mondial (H&M, Gap, Adidas...) soutiennent la proposition du gouvernement concernant le salaire minimum mais ont appelé les autorités birmanes à résister à la demande des industriels du textile qui tentent d'exempter leur secteur de la mise en place d'un salaire minimum. L'industrie textile représente une part très importante des emplois dans le pays et notamment à Rangoun.

### Daily minimum wage



All amounts based on the current exchange rate and a 48-hour maximum work week

\* Vietnam's minimum wage varies by region, from \$4 to \$5.90

**Un haut responsable de l'ONU a appelé à davantage de soutien pour les 140 000 personnes déplacées internes dans l'Etat d'Arakan, dont la majorité est Rohingya.** Après une mission de cinq jours dans l'Etat d'Arakan durant laquelle il a visité les camps de déplacés internes, le représentant de l'ONU a déclaré que ces populations connaissent "des restrictions à leur liberté de mouvement et d'accès aux moyens d'existence". Cependant, le même jour l'organe de presse étatique a publié un rapport suggérant l'exact contraire : il indique que les personnes déplacées ont un excès d'aide humanitaire. Selon le *New Light of Myanmar* "le surplus d'aide humanitaire serait revendu le long des routes". L'Etat d'Arakan fait pourtant face à une crise humanitaire extrêmement grave et l'appauvrissement volontaire de la minorité des Rohingyas fait partie d'une stratégie de répression à long terme du gouvernement.

### **Une équipe des Nations Unies se rendra prochainement dans la région du Kokang, dans le Nord-Est de l'Etat Shan.**

Il s'agit du premier convoi à avoir eu l'autorisation d'accès dans la région depuis que des combats ont éclaté en février dernier. Une première mission d'évaluation de la sécurité sera mandatée avant l'envoi d'une seconde mission d'évaluation de la situation humanitaire. Si la région connaît encore des conflits épars entre l'armée birmane et l'armée kokang, les populations locales affirment que la situation est en train de revenir à la normale dans les zones contrôlées par l'Armée Kokang. Si l'état d'urgence est toujours déclaré dans la région, les couvre-feux se sont allégés. 60 000 personnes ont fui vers la Chine depuis le début du conflit et des milliers d'autres ont été déplacées dans d'autres zones. Plus de 8000 personnes déplacées vivraient toujours dans les camps le long de la frontière chinoise.



### LE FOCUS DU MOIS

#### QU'ATTENDRE DES ÉLECTIONS DE 2015 EN BIRMANIE ?

« Nous avons décidé de prendre part aux élections », a déclaré le 11 juillet, l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, « nous allons participer pour continuer à mettre en œuvre la transition démocratique qui doit être opérée ». Cette annonce, met fin au doute que son parti, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), laissait planer quant à son possible boycott du scrutin. La LND a annoncé qu'elle présenterait des candidats dans 1158 circonscriptions sur les 1,171 mises en jeu à travers le pays.

Lors des élections générales de 1990, la LND a obtenu 80% des sièges, mais la junte militaire a invalidé le scrutin et n'a jamais reconnu sa victoire. Aung San Suu Kyi avait alors été assignée à résidence.

En 2010, Aung San Suu Kyi, toujours assignée à résidence, était inéligible. Son parti, jugeant les lois électorales – émises par le parti de la junte – « injustes », avait alors décidé de boycotter les élections générales.

En 2012, la LND a décidé de participer aux élections partielles et a remporté 40 des 44 sièges qu'elle présentait. Cette victoire écrasante a également permis à Aung San Suu Kyi d'être élue pour la première fois députée à Kawhmu, une circonscription rurale proche de Rangoun.



Les élections législatives de novembre 2015 seront les premières élections générales organisées depuis la sortie de la dictature et les premières élections libres depuis des décennies. Seul 75% des sièges du Parlement seront pourvus au suffrage universel direct car la Constitution attribue obligatoirement 25% des sièges aux militaires. Le président sera élu par le Parlement, quelques semaines plus tard.

Le gouvernement birman s'est engagé à organiser des élections justes et équitables et à en respecter l'issue. « Quel que soit le gagnant, je respecterai le résultat, s'ils l'emportent de façon honnête », a déclaré le général Min Aung Hlaing, chef de l'armée birmane.

Malgré ces déclarations, le Parlement birman a rejeté, la réforme de la Constitution qui aurait réduit le poids de l'armée en son sein et qui aurait permis à Aung San Suu Kyi de briguer le poste de Présidente. De

plus, la mauvaise gestion des listes électorales et les modalités de scrutin très strictes risquent d'exclure une grande partie de la population. Par ailleurs, le droit de vote de 850 000 détenteurs de documents d'identité temporaires (« white cards ») a déjà été retiré début 2015. Enfin, la population manque d'information et le vote s'annonce biaisé par les nombreuses restrictions concernant les campagnes électorales des partis politiques et les candidats.

Bien que la LND soit donnée grande favorite du scrutin, beaucoup d'incertitudes demeurent quant aux intentions de vote de la population birmane. La LND pourrait ne pas obtenir la victoire écrasante que certains prédisent.

D'une part, parmi les sympathisants du parti, nombreux sont ceux qui estiment que la leader historique de l'opposition s'est éloignée des préoccupations du peuple et serait rentrée dans le jeu des manœuvres et des stratégies politiques. Son parti a donc perdu en popularité. Il n'a par ailleurs toujours pas mis en avant un candidat qui pourrait briguer le poste de président à la place d'Aung San Suu Kyi si la LND venait à remporter un nombre important de sièges au Parlement.

D'autre part, les leaders religieux n'ont pas le droit de voter en Birmanie mais bénéficient d'une influence certaine. Les moines extrémistes de l'organisation Ma Ba Tha ont d'ores et déjà appelé le peuple à voter « avec un esprit nationaliste » en faveur de l'USDP, le parti gouvernemental au pouvoir. Ils jugent le parti de l'opposition incapable de « protéger la race et la religion birmane » et estiment que le parti de l'ancienne junte militaire pourrait être en mesure de lutter contre « l'islamisation du pays ».

Alors que les campagnes de haine à l'encontre de l'islam et de la minorité des Rohingyas se sont multipliées et que le nationalisme bouddhiste a pris une place centrale sur la scène politique birmane, le climat est explosif. Malgré la mauvaise image du parti de l'ancienne junte militaire, il est possible que son instrumentalisation des tensions religieuses, le soutien que lui témoignent les moines et sa proximité avec la Commission Électorale lui permettent de récupérer une partie non négligeable des électeurs historiquement favorables à la LND.

Enfin, les minorités ethniques représentent près de 40% de la population en Birmanie. Depuis la fin de la dictature, un grand nombre de nouveaux partis politiques ethniques ont vu le jour ou ont gagné en influence. Ils représentent actuellement la majorité des 80 partis politiques enregistrés pour les élections.

Le 15 juillet, un représentant politique kachin a déclaré que les minorités ethniques s'attendaient à remporter un nombre important de sièges en novembre. « Les minorités ethniques et religieuses ont aujourd'hui une bien meilleure compréhension des enjeux qui les concernent », elles souhaitent être davantage représentées au Parlement pour « accélérer les réformes et mettre fin aux conflits armés avec le gouvernement central », a-t-il déclaré pour justifier ses prévisions.

Au mois de juillet, Aung San Suu Kyi a annoncé que son parti se retirerait des circonscriptions dans lesquelles les partis ethniques alliés se présentaient, pour ne pas risquer de diviser les voix du peuple birman. Toutefois, à moins de 4 mois des élections, la LND est toujours très discrète sur les accords passés avec les partis politiques ethniques et semble s'être éloignée d'un certain nombre d'entre eux.

Les élections du 8 novembre seront donc imprévisibles. La question qui se pose aujourd'hui est finalement de savoir, si l'armée a réellement l'intention de transférer le pouvoir et si « l'après élections 2015 » constituera effectivement un tournant pour l'avenir du pays.